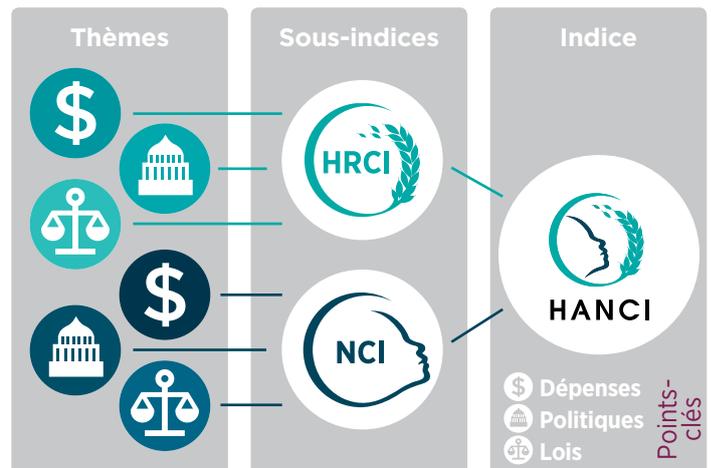
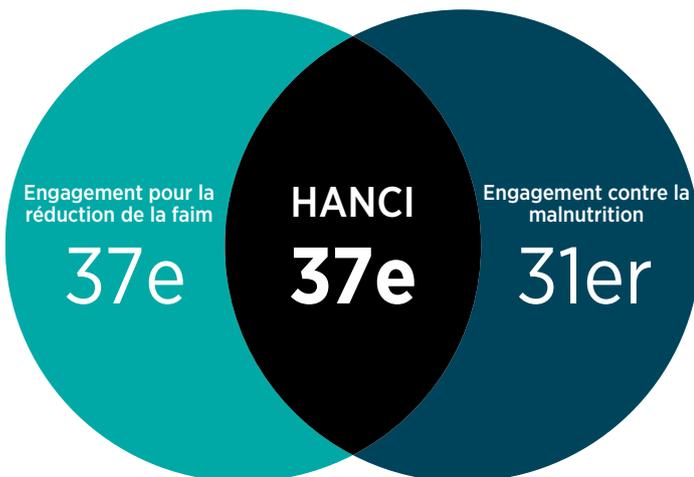


Nigéria: Données clés



Taux actuels de retard de croissance: 7.9% d'émaciation: 32.9% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 19.8%

Source: Gouvernement nigérian(Enquête nationale sur la nutrition, 2014)

Bons résultats

- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Nigéria : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2015.
- Nigéria : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Nigéria : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (3.05% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Nigéria : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (8.2% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Nigéria : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Nigéria : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Nigeria Vision 20: 2020) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Nigéria : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Nigéria : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (68.5% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (29% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Nigéria : seulement 60.6% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2013.
- Nigéria : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Nigéria : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.


Nigéria: Données clés
Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	3.05%	2014	32e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	8.2%	2014	32e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Moyen	2014	21er ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Moyen	2013	29e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	29.8%	2013	38e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	8e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Médiocre	2014	31er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Pas dans la loi	2011	26e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2015	29e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	80%	2014	24e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	68.5%	2015	31er
Population ayant accès à un assainissement amélioré	29%	2015	25e
Visites médicales pour les femmes enceintes	60.6%	2013	43e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2009-2020	33e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2016	15e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel